

VD_FINDINFO HC / 2012 / 447 vom 10. Juli 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-07-10, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2012___447

FR: VD_FINDINFO HC / 2012 / 447 du 10 juillet 2012

IT: VD_FINDINFO HC / 2012 / 447 del 10 luglio 2012

Regeste

EXPULSION DE LOCATAIRE, DEMEURE DU DÉBITEUR | 257d CO, 308 al. 2 CPC, 334 al. 1 CPC

Erwägungen

E. 1

CPC). En l'espèce, l'ordonnance a été rendue en application de la disposition relative aux cas clairs (art. 257 CPC), soit en procédure sommaire, de sorte que le délai d'appel est de dix jours. Le présent appel, interjeté en temps utile par une partie qui y a intérêt (art. 59 al. 2 let. a CPC) et dûment motivé (art. 311 al. 1 CPC), est recevable à la forme.

E. 1.1

Pour décider si la voie de l'appel ou du recours est ouverte, il faut se fonder sur la valeur litigieuse calculée selon le droit fédéral. Celle-ci est égale au loyer de la période minimum pendant laquelle le contrat subsiste si la résiliation n'est pas valable, période qui s'étend jusqu'à la date pour laquelle un nouveau congé peut être donné. En principe, la durée déterminante pour le calcul de la valeur litigieuse ne saurait être inférieure à la période de trois ans pendant laquelle l'art. 271a al. 1 let. e CO consacre l'annulabilité d'une résiliation (TF 4A_634/2009 du 3 mars 2010 c. 1.1; ATF 136 III 196 c. 1.1; SJ 2001 I 17 c. 1a; ATF 119 II 147 c. 1). Le dies a quo de ce délai – dans l'optique du calcul de la valeur litigieuse – est la date de la décision cantonale. Il faut ensuite se placer à l'échéance de cette période de protection pour déterminer le terme de résiliation le plus proche (ATF 137 III 389 c. 1.1). Ces principes sont applicables en matière d'expulsion du locataire pour non paiement du loyer selon l'art. 257d CO (JT 2011 III 83; TF 4A_551/2009 du 6.10.2010, in CdB 2011 p. 18). En l'espèce, le loyer mensuel s'élevant à 795 fr., la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 fr., de sorte que la voie de l'appel est ouverte (art. 308 al. 2 CPC).

E. 1.2

Pour déterminer quel est le délai d'appel (10 ou 30 jours), il faut qualifier la procédure dans laquelle la décision attaquée a été rendue. Si la procédure sommaire était applicable, le délai est de dix jours (art. 314 al. 1 CPC), sinon de trente jours (art. 311 al.

E. 2.1

L'appel est une voie de droit offrant à l'autorité de deuxième instance un plein pouvoir de cognition. Il peut être formé pour violation du droit ou constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge et doit, le cas échéant, appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC (Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, JT 2010 III 134). Elle n'est

ainsi pas liée par les motifs invoqués par les parties ou le tribunal de première instance (Hohl, Procédure civile, tome II, 2^{ème} éd., 2010, n. 2396, p. 435). Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (Tappy, op. cit., JT 2010 III 136-148; JT 2011 III 43 c. 2; Hohl, ibid., n. 2399 p. 435).

E. 2.2

Les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte que s'ils sont invoqués ou produits sans retard et ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise, ces deux conditions étant cumulatives (art. 317 al. 1 CPC; Tappy, op. cit., JT 2010 III 136-137). Il appartient à l'appelant de démontrer si ces conditions sont réalisées, de sorte que l'appel doit indiquer spécialement de tels faits et preuves nouveaux et motiver spécialement les raisons qui les rendent admissibles selon lui (Tappy, op. cit., JT 2010 III 136-137; JT 2011 III 43 c. 2). En l'occurrence, les pièces 2 et 11 nouvelles pouvaient être produites devant le premier juge, sans que l'appelant n'explique pourquoi il aurait été empêché de le faire. Elles sont dès lors irrecevables en appel.

E. 3.1

L'appelant limite ses moyens à des questions de procédure, sans remettre en cause le fait que les conditions tant formelles que matérielles d'application de l'art. 257d CO sont en l'occurrence remplies. C'est ainsi qu'il estime arbitraire le dessaisissement de la part de la Commission de conciliation en faveur du juge de l'expulsion, qu'il invoque l'incompétence du juge de paix qui aurait dû selon lui "prononcer l'irrecevabilité au sens de l'art. 64 CPC, étant donné que la requête de conciliation du 26 février ouvrait valablement l'instance et que la requête du 26 mars 2012 mettait en scène les mêmes parties et portait sur le même objet", et qu'il se plaint "du caractère lacunaire de la procédure en cas clair dans le contexte de l'expulsion du droit du bail."

E. 3.2

Ces griefs ne résistent pas à l'examen. D'abord, la Commission de conciliation compétente ne s'est pas dessaisie de la cause en faveur du juge de paix. Par lettre du 27 mars 2012, elle a informé le Juge de Paix du district de Lausanne qu'elle était également saisie d'une requête en annulation de congé, présentée par la partie locataire, et que, vu le dépôt de la requête d'expulsion par la partie bailleuse, elle n'entendait pas examiner la requête en annulation de congé avant de connaître l'issue de la procédure d'expulsion. Ce faisant, ladite Commission de conciliation a procédé comme elle le devait, sans se dessaisir formellement de la cause ainsi que le prévoyait l'ancien art. 274g al. 3 CO aujourd'hui abrogé, mais en la suspendant jusqu'à droit connu sur la requête d'expulsion (Colombini, note in JT 2011 III 85 n. 4.a). Dans ce contexte, comme le relève la doctrine, l'art. 10 al. 2 LJB (Loi sur la juridiction en matière de bail du 9 novembre 2010; RSV 173.655) n'a plus de portée (Colombini, ibid., ch. 4b, p. 86). Ensuite, l'introduction par le locataire d'une requête de conciliation devant la Commission de conciliation n'exclut nullement que le bailleur, de son côté, dépose une requête d'expulsion pour cas clair devant le juge de l'expulsion, à savoir le juge de paix (Colombini, Condensé de la jurisprudence fédérale et vaudoise dès 2009 en matière de congé donné en raison du défaut de paiement du loyer [art. 257d CO], JT 2012 III 66 n. 61 et réf.). Au demeurant, ce dernier pouvait faire application de l'art. 257 CPC, du moment que les motifs invoqués par le locataire à l'appui de sa requête de conciliation étaient dénués de pertinence, l'intéressé reconnaissant qu'il avait du retard dans le paiement

des quatre derniers loyers. Enfin, l'absence d'une instance de conciliation en procédure sommaire, applicable aux cas clairs (art. 248 let. b CPC) découle de la loi elle-même (art. 198 let. a CPC). L'art. 273 c al. 1 CO qu'invoque l'appelant pour se prévaloir du bénéfice d'une tentative de conciliation ne lui est d'aucun secours; en effet, l'obligation de saisir l'autorité de conciliation vaut pour tous les litiges, sauf en cas d'expulsion du locataire consécutive à une résiliation extraordinaire du bail (Conod in Bohnet/Montini, Droit du bail à loyer, Bâle 2010, n. 11 ad art. 273 CO, p. 1087 et réf.). Quant à l'allégation de l'appelant selon laquelle il aurait été privé de faire valoir devant le juge de paix des éléments favorables à sa thèse, dont l'absence de formule officielle lors de l'augmentation des frais accessoires ou les versements effectués en relation avec les loyers arriérés, elle est dénuée de tout fondement. Rien ne l'empêchait en effet de se prévaloir de ces éléments lors de l'audience devant ce magistrat, à laquelle il a pris part personnellement; en particulier, il lui était loisible de produire les pièces dont il entend tirer argument à présent. Au demeurant, le relevé de compte bancaire produit sous pièce 11 et déclaré irrecevable (cf. ci-dessus c. 2) ne démontre d'aucune manière que l'appelant se serait acquitté des loyers en retard dans le délai comminatoire qui lui avait été imparti par la bailleuse. Il en ressort au contraire que rien n'a été versé entre le 26 septembre 2011 et le 26 janvier 2012 et que l'arriéré en souffrance n'a pas été acquitté dans le délai de trente jours imparti par la bailleuse dans sa mise en demeure du

E. 3.3

Si l'expulsion pour défaut de paiement de loyer au sens de l'art. 257d CO relève en principe de la procédure simplifiée (Hohl, Procédure civile II, 2è éd., n. 1454, p. 263 ; Colombini, note in JT 2011 III 85 n° 3), rien ne s'oppose à ce qu'il soit procédé selon la procédure en cas clair lorsque les conditions légales en sont remplies (Bohnet, La procédure sommaire selon le Code de procédure civile suisse, in Revue jurassienne de jurisprudence 2008, pp. 285 ss ; Lüscher/Hofmann, Le Code de procédure civile, Berne 2009, p. 165 ; Meier, op. cit., pp. 373 et 378 ; Bisang, Neue Zivilprozessordnung : Neuerungen im Schlichtungsverfahren bzw. Mietprozess unter besonderer Berücksichtigung der Ausweisung – Nouveau code de procédure de conciliation resp. procédure en matière de bail en tenant particulièrement compte de l'expulsion, in MietRecht Aktuell 3/2010, p. 110 ss ; Grolimund/Staehelin/Staehelin, op. cit., nn. 54-56, pp. 357-358). Si les conditions de l'expulsion sont remplies, le juge donne l'ordre au locataire d'évacuer les lieux. Si le locataire conteste la résiliation du bail et rend vraisemblables ses allégations, le tribunal n'entrera pas en matière. Le bailleur devra alors ouvrir devant le tribunal compétent une action en expulsion selon la procédure simplifiée des art. 243 ss CPC (Hohl, loc. cit., p. 263). La protection dans des cas clairs est soumise aux conditions suivantes (cf. Message du Conseil fédéral du 28 juin 2006, FF 2006 p. 6959; Sutter-Somm/Lötscher, Kommentar zur Schweizerischen Zivilprozessordnung, Sutter-Somm/Hasenböhler/Leuenberger Hrsg, p. 1468 ss) : - les faits ne sont pas litigieux. Si le défendeur conteste les faits ou oppose une exception à la prétention du demandeur, la protection dans les cas clairs peut plus difficilement être accordée. Pour le défendeur, il suffit de démontrer la vraisemblance des objections; des allégations dénuées de fondement ne sauraient toutefois faire obstacle à un procès rapide. De plus, le demandeur peut réfuter les objections qui lui sont opposées en démontrant qu'elles ne sont pas pertinentes ou qu'elles sont inexacts, - les faits sont susceptibles d'être immédiatement prouvés. En principe, la preuve est rapportée par titre (art. 254 al. 1 CPC). Toutefois, d'autres moyens de preuve sont recevables si leur administration ne retarde pas sensiblement la procédure (art. 254 al. 2 let. a). Il faut que la

preuve complète puisse être apportée avec ces moyens de preuve limités. Autrement dit, le juge doit être convaincu que l'état de fait est suffisamment établi avec les moyens de preuve à disposition et que d'autres moyens de preuve ne changeraient rien au résultat, - la situation juridique est claire. Tel est le cas lorsque, sur la base d'une doctrine ou d'une jurisprudence éprouvée, la norme s'applique au cas concret et y déploie ses effets de manière évidente (ATF 118 II 302 c. 3; CACI 8 juillet 2011/151).

E. 3.4

En l'espèce, dès lors que la carence du locataire est avérée et que les conditions pour l'application de la procédure sommaire en cas clair étaient à l'évidence remplies, c'est avec raison que le juge de paix l'a appliquée pour statuer sur la requête qui lui était soumise. Mal fondé, le moyen doit être rejeté. 4. En conclusion, l'appel doit être rejeté dans la procédure de l'art. 312 al. 1 CPC et l'ordonnance du 5 juin 2012 confirmée.

E. 5

Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 100 fr. (art. 62 al. 2 et 69 al. 1 TFJC [tarif du 28 septembre 2010 des frais judiciaires civils, RSV 270.11.5]), sont mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il n'y a pas lieu à l'allocation de dépens de deuxième instance, l'intimée n'ayant pas été invitée à déposer une réponse. Vu l'effet suspensif accordé à l'appel de par la loi (art. 315 al. 1 CPC), la cause doit être renvoyée au premier juge afin qu'il fixe à l'appelant, une fois les considérants écrits du présent arrêt envoyés, un nouveau délai pour libérer les locaux en cause. En application de l'art. 334 al. 1 CPC, le dispositif de l'arrêt du 10 juillet 2012 doit être rectifié d'office en ce sens. L'appel étant d'emblée dénué de chances de succès, la demande d'assistance judiciaire doit être rejetée.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.